

Juillet 2024

Désignation du pouvoir adjudicateur
Etablissement support
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS
Direction des Achats
2 Rue du Docteur Delafontaine, 93200 Saint-Denis
Représenté par son Directeur,

Pour le compte du CENTRE HOSPITALIER DE GONESSE, établissement partie,
Direction du Patrimoine et de la Logistique GHT
2, boulevard du 19 mars 1962
C S30071
95503 Gonesse Cédex

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Appel d'offres ouvert

Articles L2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique

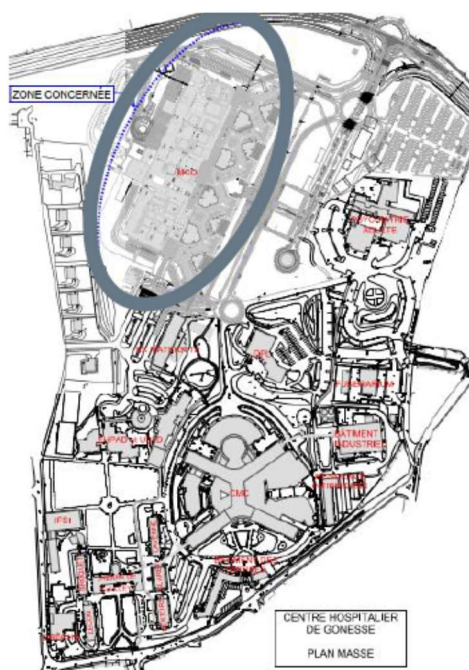
MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE
ADAPTATION DU CAPACITAIRE
AU CENTRE HOSPITALIER DE GONESSE

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CTTP) | 1 |
| Appel d'offres ouvert | 1 |
| Articles L2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique | 1 |
| SOMMAIRE | 2 |
| 1 Dispositions générales | 3 |
| 1.1 Objet du marché et présentation du projet | 3 |
| 1.2 Titulaire du marché | 4 |
| 1.3 Caractère acquis du niveau de qualité proposé | 4 |
| 1.4 Non-exhaustivité du descriptif des missions | 4 |
| 2 Conditions d'exécution des prestations | 4 |
| 2.1 Personnes physiques désignées | 4 |
| 2.2 Capacités des intervenants | 4 |
| 2.3 Obligation d'information | 5 |
| 3 Contenu de la mission de Maîtrise d'œuvre | 5 |
| Nature et étendue des prestations de la Maîtrise d'œuvre | 6 |
| 4 Etudes d'Esquisse | 6 |
| 5 Diagnostic | 7 |
| 6 Etudes d'Avant-Projet | 10 |
| 6.1 Etudes d'Avant-Projet Sommaire | 10 |
| 6.2 Etudes d'Avant-Projet Définitif | 12 |
| 7 Dossier d'autorisations administratives | 13 |
| 8 Etudes de Projet – PRO et DCE | 14 |
| 9 Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour l'ensemble des lots | 16 |
| 10 Assistance pour la passation des Contrats de Travaux | 16 |
| 11 Visa des études d'exécution | 18 |
| 12 Etudes de synthèse et exécution des plans de synthèse de tous les lots | 18 |
| 13 Direction de l'Exécution des contrats de Travaux | 19 |
| 14 Assistance aux Opération de Réception | 20 |
| 15 Délais de réalisation des prestations et procédures de recette | 21 |

1.1 Objet du marché et présentation du projet

Le présent CCTP concerne le marché de Maîtrise d'œuvre pour la restructuration des services du bâtiment de Médecine – Chirurgie – Obstétrique (MCO) du Centre Hospitalier de Gonesse.



Contexte

Le Centre Hospitalier de Gonesse est un acteur majeur du bassin de vie desservant toute la zone du département du Val d'Oise. Dans le cadre de son projet médical d'établissement 2020/2024, le Centre Hospitalier de Gonesse souhaite faire évoluer son capacitaire en hospitalisation dans le bâtiment de Médecine - Chirurgie – Obstétrique (MCO) pour réorganiser l'offre de soins sur son territoire.

Le bâtiment principal (MCO), objet de la présente étude, se développe sur 6 niveaux, du rez-de-jardin au R+4 avec une toiture terrasse et des locaux techniques.

Objectifs

L'adaptation du capacitaire concerne les services suivants situés dans le MCO :

- R+1 : HDJ SSR, Chirurgie, SSRP, UGA
- R+4 : EFN (polysomnographie), neurologie et HDJ Médecine

L'optimisation :

- La prise en compte dans les études de la Maîtrise d'œuvre de la projection du capacitaire réalisée par un programmiste, la société A2MO dans son étude de faisabilité,
- Des différentes phases proposées par services dans le bâtiment MCO concerné et ceux pouvant être impactés par le projet. Pour cela, il sera demandé l'études techniques et architecturale de la Maîtrise d'œuvre d'étudier l'existant ainsi que les projections demandées,
- Optimisations architecturales, techniques et financière de l'opération,
- Optimisations du délai de l'opération ainsi que les différentes phases du phasage travaux.

| Maître d'ouvrage |
|--|
| Centre Hospitalier de Gonesse 2, boulevard du 19 mars 1962 95500 Gonesse |
| Lieux d'exécution |
| Centre Hospitalier de Gonesse 2, boulevard du 19 mars 1962 95500 Gonesse |

1.2 Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCTP sous le nom « le Maître d'œuvre » sont précisées à l'Acte d'Engagement.

1.3 Caractère acquis du niveau de qualité proposé

Toutes les prestations du candidat jugées d'un niveau supérieur à celles du programme sont réputées acquises au Maître d'ouvrage.

Toute remise en question de ces modifications nécessite l'aval de ce dernier, après avoir été dûment informé par le titulaire des conséquences des modifications apportées.

1.4 Non-exhaustivité du descriptif des missions

Le présent descriptif des missions incombant au titulaire dans le cadre de son marché ne constitue qu'un minimum de prestations à réaliser. Les missions qui y sont recensées doivent être réalisées par le Maître d'œuvre sans que celui-ci ne doive s'y limiter.

De façon générale, le titulaire est responsable de l'intégralité de la conception et du suivi de la réalisation des ouvrages, à l'exception des missions de Contrôle technique et de Coordination SPS.

Aussi, le groupement de Maîtrise d'œuvre étant constitué de professionnels avertis, toute tâche qui serait nécessaire à la bonne réalisation du projet, conformément au programme de l'opération, mais non prévu par le présent CCTP, est réputée comprise dans l'offre du titulaire.

2 Conditions d'exécution des prestations

2.1 Personnes physiques désignées

Dès la remise de son offre, le candidat désigne un chef de projet, le pilotage de chantier en charge de l'exécution du marché lors des phases d'études et de réalisation, ainsi que son suppléant.

2.2 Capacités des intervenants

Le Titulaire s'engage à maintenir, pendant toute la durée du marché, les mêmes personnes physiques définies ci-avant. Ainsi, le Titulaire ne peut remplacer une personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du Titulaire.

Le changement d'intervenant devra être notifié immédiatement au Maître d'ouvrage, conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux marchés de Prestations Intellectuelles (C.C.A.G-MOE). Le Titulaire prendra toutes dispositions pour assurer la continuité de sa mission, y compris pendant les périodes de congés.

Dans ce cas, la nouvelle personne physique affectée à la mission par le Titulaire doit être acceptée par le Maître d'ouvrage, par dérogation à l'article au C.C.A.G-MOE, dans les conditions suivantes :

- Le Titulaire propose au Maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au C.C.A.G-MOE Cette demande sera accompagnée de l'attestation de compétence et du CV de la nouvelle personne physique ;
- Le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de 7 jours pour l'agréer. L'accord du Maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite ;
- Si le Maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le Titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. À défaut ou si le Maître d'ouvrage récuse également ce remplaçant la résiliation du marché est prononcée dans les conditions du C.C.A.G-MOE

L'intervenant pour la mission qui lui incombe (chef de projet, OPC, CSSI, ...), ou à défaut l'un des suppléants, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouvel intervenant désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au Maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du Maître d'ouvrage.

2.3 Obligation d'information

Le Maître d'ouvrage mettra à la disposition du Titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation de la mission. Il facilitera en tant que de besoin l'obtention auprès des autres administrations, organismes compétents et intervenants, des informations et renseignements dont le Titulaire pourra avoir besoin.

3 Contenu de la mission de Maîtrise d'œuvre

Attendus de la mission du maître d'œuvre

D'une façon générale, et au regard des objectifs de développement durable, le projet vise à présenter des solutions économes en coût global, fiables et pérennes.

Les exigences sont les suivantes :

- Cohérence fonctionnelle et technique du projet aux vues des exigences réglementaires et des objectifs d'occupation du site ;
- Prise en compte de la continuité de service avec prise en compte du fonctionnement existant des services ainsi que leurs futures implantations ;
- Pérennité du projet et intégration de coûts globaux réduits ;
- Optimisation du planning ;
- Respect impératif des plannings et délais d'études et de réalisation ;
- Respect des coûts.

Exigences qualitatives des travaux

- Le chantier, qui vise la réduction des nuisances, est préparé pour limiter la production de déchets (organisation du tri, stockage, évacuation, revalorisation) et d'inconfort des usagers (bruits, poussières, gêne visuelle, etc.).
- Pendant les travaux, la coordination du nettoyage du chantier doit être assurée.
- Le maître d'œuvre veille au respect de ces exigences lors de l'exécution de sa mission.
- Il contrôle et vérifie :
 - Les exigences environnementales sur les produits et mises en œuvre ;
 - L'anticipation des mises en œuvre sensibles ;
 - La gestion des déchets (avec bordereaux de suivi si nécessaire).

Cadres et exigences réglementaires

- Les documents de référence, de publication européenne et/ou française (les lois, les normes, les décrets, les ordonnances, les circulaires, les conditions particulières aux établissements recevant du public, les règles de

l'art, les règlements et usages internes) doivent être appliqués sans restriction aucune.

- Le titulaire est réputé les connaître.
- Les normes et règlements applicables sont ceux publiés à la date de notification du marché et en particulier :
 - o Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) en vigueur, pour tous corps d'état ;
 - o Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, repris par la brochure n° 1477-1 du journal officiel (J.O.) ;
 - o NFC 15.100 et ses additifs concernant les installations électriques à basse tension ;
 - o Règlement sanitaire départemental en vigueur ;
 - o Directive 98/34/CE du parlement européen et du conseil du 22 juin 1998, prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementation techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information.
 - o La liste des documents de références ci-dessus n'est pas exhaustive et devra répondre à toutes les obligations réglementaires ainsi qu'administratifs.
- Le projet doit être conforme à l'ensemble des normes en vigueur à la date du dépôt de l'autorisation administrative de travaux. Les recommandations contenues dans les notes, fiches techniques, guides pratiques et autres documents, émanant du ministère du travail ou de l'union technique de l'électricité (U.T.E.) doivent être respectées.

Nature et étendue des prestations de la Maîtrise d'œuvre

La mission de maîtrise d'œuvre, confiée au titulaire, n'entre pas dans le domaine d'application de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (dite « loi M.O.P. »).

Par analogie, cette mission comporte les éléments suivants :

| | |
|---|------|
| - Diagnostic | DIAG |
| - Avant-Projet | AP |
| - Autorisations Administratives de travaux | AA |
| - Projet | PRO |
| - Dossier de Consultation des Entreprises | DCE |
| - Assistance pour la passation des Marchés de Travaux | AMT |
| - Examen de conformité - visa | VISA |
| - Direction de l'Exécution de marchés de Travaux | DET |
| - Assistance lors des Opérations de Réception | AOR |

4 Etudes d'Esquisse

Description non exhaustive – **SANS OBJET POUR LE PRESENT MARCHE**

Les études de finalisation de la phase Esquisse ont pour objet :

- d'ajuster sur la base d'un niveau esquisse les surfaces détaillées communiquées en phase d'appel d'offres ;
- d'arrêter sur la base d'un niveau esquisse les plans, coupes et façades, les dimensions de l'ouvrage, ainsi que les aspects d'aménagement ;
- d'arrêter sur la base d'un niveau esquisse les principes constructifs, les matériaux, les installations techniques et les modifications et/ou adaptations techniques nécessaires ;
- de projeter toutes les modifications architecturales et techniques imputés par le projet ;
- de finaliser sur la base d'un niveau esquisse la cohérence des éléments du projet et des prestations avec

5 Diagnostic

Le contenu de l'élément de mission de diagnostic est conforme aux dispositions de l'article R2431-19 du Code de la commande publique précisant les dispositions propres aux opérations de réhabilitation de bâtiment dans le cadre des éléments de mission de Maîtrise d'œuvre confiés par des Maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Plus précisément, les études de diagnostic permettent de renseigner le Maître de l'ouvrage sur l'état du bâtiment et sur la faisabilité de l'opération. Elles ont pour objet :

- d'établir un état des lieux fonctionnel, architectural et technique du bâti existant. La maîtrise d'œuvre est chargée, s'il y a lieu, d'effectuer les relevés nécessaires à l'établissement de cet état des lieux ;
- de procéder à une analyse technique sur la résistance mécanique des structures en place et sur la conformité des équipements techniques aux normes en vigueur, et aux règlements d'hygiène et de sécurité ;
- de permettre de valider le programme fonctionnel d'utilisation du bâtiment ainsi qu'une estimation financière et d'en déduire la faisabilité de l'opération ;
- de proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants.

Le Maître d'œuvre repère les éléments d'architecture susceptibles de retenir l'attention, soit par leur valeur d'ensemble, soit par l'intérêt d'un élément particulier et notamment :

- éléments de structure ;
- Tous les lots et éléments techniques, SSI,... ;
- éléments de façades et modénature : colonnes et pilastres, chapiteaux, frontons, corniches, consoles, balustrades et garde-corps, etc. ;
- menuiserie intérieures, tous lots secondaires nécessaires ;
- menuiserie et serrurerie extérieures : grilles, portails, fenêtres, etc. ;
- éléments de décoration intérieure, etc.

Le Maître d'œuvre analyse la typologie spatiale des services dans le bâtiment MCO, leurs liaisons organiques et leur mode constructif. Il prendra en compte les aspects techniques qu'il devra matérialiser sur plan.

Le diagnostic s'effectue à partir de visites sur le site et avec le support des relevés d'état des lieux définis précédemment.

Le Maître d'œuvre procède à l'analyse réglementaire et technique des installations au regard du futur usage du bâtiment et par service concerné. Il procède à l'examen de leur état général, constate les désordres ou anomalies localisés et examine la compatibilité avec les objectifs définis. Il définit la nature des solutions à apporter aux désordres constatés : modifications, réfection, etc.

Liste des points de l'analyse à remettre à minima au Maître d'ouvrage

Liste non exhaustive

Réseaux

L'analyse technique porte sur les réseaux suivants :

- Eaux usées, eaux vannes, eaux pluviales ;
- Eau froide, eau chaude ;
- Electricité courants forts et courants faibles ;
- CVCD, PB ;
- SSI,
- Désenfumage,
- Fluides médicaux ;
- , etc.

Elle implique en outre, une enquête auprès des compagnies concessionnaires pour les réseaux, et des services municipaux et de la préfecture pour les voiries.

Structure

L'analyse technique porte sur les ouvrages suivants :

- Les planchers et murs ;
- Les structures verticales ;
- Les structures horizontales ;
- Les ouvrages d'étanchéité ;
- Les maçonneries, etc.

Elle implique en outre l'examen des capacités de charge, de la solidité des ouvrages et de leur stabilité au feu.

Façades

L'analyse technique porte sur les installations suivantes :

- Matériaux et revêtements ;
- Ouvrants ;
- Occultations ;
- Protections solaires ;
- Vitrages ;
- Isolation thermique, phonique ;
- Étanchéité, etc.

Elle implique en outre l'examen des capacités de charge, de la solidité des ouvrages et de leur stabilité au feu.

Liste des points de l'analyse à remettre à minima au Maître d'ouvrage

Second œuvre L'analyse technique porte sur les installations suivantes :

- Menuiseries intérieures ;
- Cloisons mobiles ;
- Faux plafonds ;
- Revêtements de sols ;
- Revêtements muraux, etc.

Elle implique en outre l'analyse des caractéristiques acoustiques, thermiques et d'isolement au feu.

Fluides (chauffage, climatisation, ventilation, plomberie, fluides médicaux et SSI)

L'analyse technique porte sur les installations suivantes :

- Locaux techniques ; Equipements SSI
- Distribution des fluides ;
- Equipements et appareillages (radiateurs, convecteurs, CTA, ventilo-convecteurs, sanitaires), etc.

Electricité courants forts

L'analyse technique porte sur les installations suivantes :

- Alimentation principale ;
- Tableaux généraux basse tension ;
- Tableaux et armoires ;
- Réseaux de distribution (chemins de câble, câblage) ;
- Appareillages (luminaires, interrupteurs) ;
- Blocs de secours, etc.

Electricité courants faibles

L'analyse technique porte sur les installations suivantes :

- Autocommutateur ; Voix, données, images (VDI) ;
- Sécurité système incendie (SSI) ;
- Téléphone ; Interphone ; Télévision ;
- Vidéosurveillance ; Alarmes, etc.

Appareils élévateurs

L'analyse technique porte sur les installations suivantes :

- Ascenseurs, monte-charge ; Local machinerie ; Cabines ;
- Systèmes de transmission, etc.

Analyse de l'état sanitaire des ouvrages

Le Maître d'œuvre analyse l'état sanitaire des ouvrages existants.

Dans ce cadre, il recense les pollutions préalablement décelées.

Si l'analyse sanitaire fait apparaître la présence de pollutions ou de parasites, non décelés préalablement et dont l'éradication est nécessaire, ou si la législation rend obligatoire l'élaboration d'un diagnostic particulier (xylophages, champignons, etc.), le Maître d'œuvre propose au Maître d'ouvrage de confier, par contrat séparé, soit à lui-même soit à un professionnel qualifié, l'établissement des investigations complémentaires nécessaires.

Il propose au Maître d'ouvrage les dispositions générales à prendre.

Liste non exhaustive

Rapport de diagnostic

À l'issue des analyses réglementaires, urbanistiques, architecturales et techniques, le Maître d'œuvre établit un rapport permettant de renseigner le Maître d'ouvrage sur :

- L'état général du bâtiment en précisant notamment, au regard de ses caractéristiques structurelles, techniques et architecturales, les ouvrages pouvant être conservés en l'état, ceux nécessitant une remise à niveau et ceux nécessitant un remplacement ;
- L'état particulier de ses éléments constitutifs et d'équipement, notamment s'ils sont susceptibles de modifications ;
- L'éventuelle nécessité de confier des études complémentaires ou des travaux d'investigation au Maître d'œuvre, par avenant, ou à des spécialistes habilités.

Ce rapport permet d'appréhender aussi complètement que possible l'ensemble des contraintes à prendre en compte pour la conception et la réalisation du projet.

Le Maître d'œuvre transmettra au minima au Maître d'ouvrage :

- une note récapitulative qui précise, pour chaque élément repéré, son intérêt et la possibilité de sa conservation, soit in situ soit en le déplaçant. Cette note devra proposer pour chaque phase du phasage les impacts et les ajustements nécessaires avec fourniture d'un planning prévisionnel.
- le compte rendu de la réunion de lancement,
- les comptes rendus des réunions de travail,
- les schémas et relevés (sur fichiers Auto-CAD au 1/100e et 1/50e selon la lisibilité des détails et PDF),
- les synthèses, problématiques soulevées lors de la phase diagnostic au regard du programme,
- la présentation de propositions de solutions techniques,
- indication d'un délai global de réalisation de l'opération,
- le phasage par tranche technique ou fonctionnelle.
- Nombre d'exemplaires du dossier à fournir : un support informatique + 2 exemplaires « papier ».
- Délais d'exécution et de réception des prestations :
 - Les délais maxima pour réaliser les prestations et les modalités de réception des prestations de cet élément de mission figurent à l'article 15 du présent document.

6 Etudes d'Avant-Projet

Les études d'Avant-Projet, fondées sur les études de diagnostic et le programme approuvés par le Maître de l'ouvrage, comprennent les études d'Avant-Projet Sommaire et les études d'Avant-Projet Définitif.

6.1 Etudes d'Avant-Projet Sommaire

Les études d'Avant-Projet Sommaire ont pour objet de :

- proposer plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme et d'en présenter les dispositions générales techniques envisagées ainsi qu'éventuellement les performances techniques à atteindre ;
- à l'initiative de la maîtrise d'œuvre, et après accord du maître d'ouvrage, réaliser l'ensemble des démarches de présentations préalables du projet auprès de services devant se prononcer et donner leur accord (abf, pompiers) ;
- Indication d'un délai global de réalisation de l'opération comprenant un phasage par tranches techniques ou

fonctionnelles au regard du fonctionnement du site ;

- indiquer des durées prévisionnelles de réalisation de chaque étape et les enchaînements fonctionnels ;
- déterminer la gestion de l'opération en site occupé avec la nécessaire prise en compte des opérations en cours ;
- permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance le cas-échéant ;
- Etablir les propositions de courriers en vue des avis et des validations ;
- Permettre l'établissement du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).

Dans le cadre de ces études d'APS, des réunions de concertation sont organisées avec le Maître d'ouvrage où sont fournies des explications sur les options architecturales, techniques et économiques proposées. Le nombre de réunions devra être en adéquation avec l'avancement des études et le maître d'ouvrage pourra en solliciter selon les nécessités du projet.

| Liste des documents à remettre à minima au Maître d'ouvrage |
|---|
| <p>Liste non exhaustive</p> <p><u>Graphiques Documents</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Formalisation graphique de la solution préconisée sous forme de plans (masse, aménagement extérieurs, niveaux), coupes et élévations à l'échelle de 1/100^{ème} avec certains détails significatifs au 1/50^{ème}. |
| <p><u>Documents écrits</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Un cahier des écarts vis-à-vis du programme et de l'offre. Toute modification non répertoriée dans le cahier des écarts sera considérée comme nulle et non avenue ;▪ Une note de présentation de l'Avant-Projet Sommaire justifiant le parti retenu (flux, fonctionnalité, volumes intérieurs, aspects extérieurs, traitement des abords, explication des dispositions et performances techniques proposées, etc.) ;▪ Une notice descriptive sommaire par corps d'état. Notice explicative des dispositions techniques et financières de chaque solution afin de permettre au Centre Hospitalier de Gonesse de se positionner dans le choix des solutions proposées ;▪ Le tableau des surfaces par ensemble fonctionnel, avec comparatif des phases précédentes ;▪ Le niveau de performance énergétique et acoustique de l'ouvrage ;▪ L'indication d'un délai global de réalisation de l'opération comprenant, l'optimisation des phases du phasage et du délai du phasage. Celle-ci devra être proposé également par tranches techniques et fonctionnelles ;▪ L'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux. Cette estimation retracera les différentes sources d'évolutions depuis la phase esquisse, ainsi que leur origine (Maîtrise d'ouvrage, réglementaire, Bureau de contrôle, Maîtrise d'œuvre, etc.).▪ établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées▪ ainsi que la décomposition en lots séparés ;▪ estimation du coût global intégrant le coût d'investissement, les coûts d'exploitation et de maintenance ;▪ Liste non exhaustive et sera en adéquation avec le programme et les demandes de la Maîtrise d'Ouvrage.▪ Délais d'exécution et de réception des prestations : |

Nombre d'exemplaires du dossier à fournir : un support informatique + 3 exemplaires « papier ».

Les études d'APS sont présentées au Maître d'ouvrage, au Contrôleur Technique et au CSPS pour observations et approbation.

6.2 Etudes d'Avant-Projet Définitif

Les études d'Avant-Projet Définitif, fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études d'Avant-Projet Sommaire approuvées par le Maître de l'ouvrage, ont pour objet de :

- vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de l'ouvrage, ainsi que son aspect ; justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques ;
- confirmer ou améliorer le niveau de performance énergétique de l'ouvrage ;
- permettre au maître d'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance ;
- établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés ;
- permettre l'établissement du forfait de rémunération dans les conditions prévues au contrat de maîtrise d'œuvre ;
- prendre en compte les observations du maître d'ouvrage, des prestataires intellectuels (CT, CSPS, OPC, etc.) durant les phases précédentes. A cet effet, le groupement de maîtrise d'œuvre tiendra à jour un document de suivi mentionnant la date de formulation de l'observation, son intitulé et sa date de traitement.

Dans le cadre de ces études d'APD, des réunions de concertation sont organisées avec le Maître d'ouvrage où sont fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions architecturales, techniques et économiques proposées.

| Liste des documents à remettre à minima au Maître d'ouvrage |
|---|
| Liste non exhaustive |
| Documents graphiques |
| <ul style="list-style-type: none">▪ Un cahier des plans : Masse au 1/200^{ème}, des réseaux extérieurs au 1/100^{ème} le cas échéant selon les besoins des études, le niveau au 1/100^{ème} avec toutes les gaines techniques verticales et horizontales (désenfumage, gaines verticales pour EU, EV, EP, CF0, Cfa, ventilations, tableaux électriques, tableaux SSI, Tableaux appel malades, etc.), coupes longitudinales et transversales au 1/100^{ème}, façades au 1/100^{ème}, détails des chambres, salles de soins, offices, etc. au 1/50^{ème} ;▪ Plans de principes de structure et leur pré-dimensionnement ; tracés unifilaires de réseaux et terminaux sur des zones types à l'échelle de 1/100ème (chauffage, ventilation, plomberie, électricité, etc.) ; Un cahier de plans de principe des locaux techniques : locaux de production de chauffage, froid, ECS, CTA, TGBT, groupe électrogène, VSI, serveur CSSI, etc. Toutes les études graphiques nécessaires au projet. |
| Documents écrits |
| <ul style="list-style-type: none">▪ Un cahier des écarts mis à jour. Toute modification non répertoriée dans le cahier des écarts sera considérée comme nulle et non avenue ;▪ Une note de présentation de l'Avant-Projet Définitif justifiant le parti retenu (principes constructifs de fondations et de structures, matériaux, descriptif de chaque process, solutions et installations techniques retenues avec la liste des matériels et les justificatifs sommaires des choix opérés, les réponses apportées aux exigences en matière de confort, d'hygiène, de sécurité et de prévention des risques professionnels, etc.) ;▪ Le tableau des surfaces détaillées mis à jour selon les études APD, avec comparatif des phases précédentes ;▪ Un carnet des fiches par espace, avec plans associés à l'échelle 1/50^{ème}, avec descriptif par lot et par local des prestations :<ul style="list-style-type: none">○ De 2nd œuvre prévues, avec un tableau général de principe des finitions murs, sols, plafonds ;○ De plomberie prévues, avec un tableau général de principe des appareillages WC, lavabos, lave mais, éviers, vidoirs, siphons de sol, robinetterie, accessoires, etc. ; De chauffage et ventilation prévues, avec un tableau général avec tableau général de principe des corps de chauffe, appareillages, bouches de soufflage, bouches de reprise, désenfumages, pièges à son, clapets, sondes, etc. ; D'électricité (CF/cf) prévues, avec tableau général de principe des appareillages éclairages, prises, commandes, etc.▪ Délais d'exécution et de réception des prestations :<ul style="list-style-type: none">○ Les délais maxima pour réaliser les prestations et les modalités de réception des prestations de cet élément de mission figurent à l'article 15 du présent document. |

Liste des documents à remettre à minima au Maître d'ouvrage

▪ Liste non exhaustive

- Le cahier des charges pour le diagnostic amiante avant travaux et amiante avant démolition ;
- La notice descriptive du contrôle d'accès, de la détection anti intrusion et de la surveillance vidéo, complétée par un plan prévisionnel de localisation des éléments actifs ;
- La notice de sécurité et plans de compartimentage, issues de secours, etc. ;
- La notice d'accessibilité ;
- La notice acoustique ;
- La notice justificative des principes techniques par rapport aux objectifs retenus au titre de la QEB (BBio, Cep, Tic, FLU) ;
- L'Etude des Approvisionnements en Energie ;
- Le cas échéant, les dossiers :
 - De déclaration ou de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau ;
 - D'études d'impact ;
 - De déclaration ou de mise à jour du dossier de déclaration au titre des ICPE ;
 - Autres dossiers à fournir éventuellement aux services départementaux, autorités de tutelles, commission de sécurité, organismes financiers, etc.
- L'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée en lots séparés. Cette estimation retracera les différentes sources d'évolutions depuis la phase esquisse, ainsi que leur origine (Maîtrise d'ouvrage, réglementaire, Contrôleur Technique, Maîtrise d'œuvre...) ;
- Le planning de réalisation recalé suite aux études APD.

Les études d'APD sont présentées au Maître d'ouvrage, à l'AMO, au Contrôleur Technique et au CSPS pour observations et approbation.

7 Dossier d'autorisations administratives

Le Maître d'œuvre effectue, dès que possible, les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention du Permis de Construire. Il constitue le dossier et assiste le Maître d'ouvrage dans ses relations avec les administrations et pendant toute la durée de l'instruction. A ce titre, le titulaire suivra l'instruction des dossiers et fournira, si nécessaire, tout renseignement ou pièce complémentaire. Il participera également à toutes les réunions éventuellement demandées par les services instructeurs et administrations concernées.

Au préalable, le titulaire aura produit et mis au point :

- La notice d'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite et autres handicaps, indiquant les règles d'accessibilité applicables au bâtiment, décrivant les réponses apportées et justifiant de l'adéquation avec la réglementation applicable ;
- La notice de sécurité indiquant les règles de sécurité prises en compte, décrivant les réponses apportées, le système de sécurité incendie et montrant l'adéquation avec la réglementation applicable.

Lorsque l'opération nécessite l'obtention d'autres autorisations administratives, le Maître d'œuvre assiste le Maître d'ouvrage, pendant toute la durée de l'instruction de la demande ou du dossier, pour effectuer les démarches nécessaires, constituer les dossiers correspondants et assister aux éventuelles réunions.

Le Maître d'ouvrage s'engage à communiquer au Maître d'œuvre toute correspondance avec l'administration. Dès réception du Permis de Construire, le Maître d'ouvrage en transmet copie au titulaire qui procède à l'affichage réglementaire (et constats) sur le terrain. Le titulaire veille également à son affichage (et constats) en Mairie.

Dans le cas où une demande de Permis de Construire ou de Démolir, ou autre autorisation nécessaire, serait refusée, par une omission ou erreur du Maître d'œuvre, les diligences nécessaires à un nouveau dépôt sont comprises dans l'offre initiale. Chaque dossier sera présenté, avant son dépôt, au Maître d'ouvrage, à l'AMO, au Contrôleur Technique et au CSPS pour observations. Le dossier déclaration de travaux ou de PC complet doit être mis à la disposition du Maître d'ouvrage au plus tard au moment de la validation de l'APD.

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'Avant-Projet Définitif approuvées par le Maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant de la déclaration de travaux et la cas échéant du dépôt de Permis de Construire et autres autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de (liste non exhaustive) :

- Préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que les conditions de leur mise en œuvre ;
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;
- Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages ; Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet ;
- Etablir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant métré ;
- Permettre au Maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation ;
- Déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage ;
- Prendre en compte les observations du Maître d'ouvrage, des prestataires intellectuels (CT, CSPS, OPC, etc.) durant les phases précédentes. A cet effet, le groupement de Maîtrise d'œuvre tiendra à jour un document de suivi mentionnant la date de formulation de l'observation, son intitulé et sa date de traitement.

Liste des documents à remettre à minima en phase PRO et phase DCE au Maître d'ouvrage

Liste non exhaustive

Documents graphiques

- Le cahier des plans mis à jour : Masse au 1/100^{ème}, réseaux extérieurs au 1/100^{ème}, niveaux au 1/100^{ème} avec toutes les gaines techniques verticales et horizontales (désenfumage, gaines verticales pour EU, EV, EP, CFO, Cfa, ventilations, tableaux électriques, tableaux SSI, Tableaux appel malades, etc.) , coupes longitudinales et transversales au 1/100^{ème}, façades au 1/100^{ème}, détails des chambres, salles de soins, offices, etc. au 1/50^{ème}
- La formalisation graphique sous forme de plans, coupes et élévations des ouvrages de second œuvre à l'échelle de 1/50^{ème}, incluant les repérages des faux plafonds, les revêtements de sols, les cloisonnements, les portes, les paillasse, les meubles, etc., avec tous les détails significatifs de conception à une échelle variant de 1/20^{ème} à 1/2 ;
- Les plans de fondations et ouvrages d'infrastructure, incluant axes, trames, joints de dilatation, terrassements généraux, tracés des canalisations enterrées avec principaux diamètres, dimensionnement et niveaux du 1/100^{ème} au 1/50^{ème} des fondations superficielles et/ou profondes (ouvrages principaux) ;
- Les plans de structure, incluant axes, trames, joints de dilatation, plans des différents niveaux du 1/100^{ème} au 1/50^{ème} avec positionnement, dimensionnement principaux ;
- Les réservations importantes affectant les ouvrages de structure, les surcharges d'exploitation et charges à supporter par la structure pour les principaux ouvrages, les besoins principaux en fluides ;
- Les plans de chauffage, climatisation et plomberie sanitaire, intégrant schémas généraux, bilan de puissance, tracés unifilaires des principaux réseaux et implantation des terminaux au 1/100^{ème} ;
- Les plans d'électricité, courants forts et faibles, incluant schémas généraux de distribution, bilan de puissances, tracés des principaux chemins de câbles, implantation des principaux tableaux et appareillages au 1/100^{ème} ;
- Le plan d'implantation de chaque process au 1/100^{ème} et détails au 1/50^{ème} ; En tant que de besoins, les coupes de coordination spatiale pour l'implantation des réseaux de fluides, en particulier en plénum de circulation et dans une gaine technique type ; Les plan de positionnement, dimensionnement, ventilation et équipements principaux des locaux techniques ;

| Liste des documents à remettre à minima au Maître d'ouvrage |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> Liste non exhaustive Les plans des dispositions générales de sécurité (compartimentage, dégagements, issues de secours, etc.) ; Le plan de principe d'installation et d'accès de chantier. |
| Documents écrits |
| <ul style="list-style-type: none"> Le cahier des écarts mis à jour. Toute modification non répertoriée dans le cahier des écarts sera considérée comme nulle et non avenue ; Le tableau des surfaces détaillées mis à jour selon les études PRO, avec comparatif des phases précédentes ; Description détaillée des ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception, incluant les limites de prestations entre les différents lots ; Le carnet des fiches par espace, avec plans associés à l'échelle 1/50^{ème}, avec par lot et par local : <ul style="list-style-type: none"> Le descriptif détaillé des prestations de 2nd œuvre prévues, avec tableau des finitions murs, sols, plafonds ; Le descriptif mis à jour des prestations de plomberie prévues, avec tableau des appareillages WC, lavabos, lave mains, éviers, vidoirs, siphons de sols, robinetteries, accessoires, etc. ; Le descriptif mis à jour des prestations chauffage ventilation prévues, avec tableau des corps de chauffe, appareillages, bouches de soufflage, bouches de reprise, désenfumages, pièges à son, batteries terminales, clapets, sondes, etc. Le descriptif mis à jour des prestations électricité courants forts, avec tableau des appareillages éclairages, prises, commandes, etc., Le descriptif mis à jour des prestations électricité courants faibles prévues, avec tableau des appareillages prises RJ11, prises RJ45, prises coaxiales, commandes, tirettes, boîtiers, baies, etc., lecteurs de badges, serrures contrôlées, détecteurs volumétriques, détecteurs d'ouverture, caméras, etc. Les marques et types des appareils sélectionnés. La justification des performances et caractéristiques des matériaux, matériels et appareillages par rapport aux engagements de performances acoustiques, thermiques, perméabilité, confort, éclairage, etc. ; La nomenclature avec repères sur plan et croquis de détails pour les menuiseries extérieures, bloc portes, coffres, trappes et tous ouvrages particuliers, garde-corps et ouvrages de serrurerie ; La simulation thermique dynamique mise à jour, avec justification des BBio, Cep et Tic obtenus par rapport aux engagements du titulaire ; L'étude d'éclairage des locaux avec calcul des facteurs de lumière du jour et justification des résultats obtenus par rapport aux engagements du titulaire ; Le détail d'implantation des matériels dans les principaux locaux techniques ; Un projet de charte de chantier propre et à faible nuisance ; La présentation du coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état et de l'avant-métré sur la base duquel il a été établi en valeur mois M_0 du marché de Maîtrise d'œuvre et revalorisé au mois M_0 de la consultation des entreprises ; Elle sera proposée également par phase et par lot concerné ; Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, décomposés par lots ou corps d'état, qui sera joint en phase PRO et en phase DCE. |

Les études PRO sont présentées au Maître d'ouvrage, à l'AMO, au Contrôleur Technique et au CSPS pour observations et approbation. Ces documents validés et complétés par les cadres de DPGF ainsi que par les pièces administratives seront repris en phase DCE.

Pour chaque phase PRO et DCE

Nombre d'exemplaires du dossier à fournir : un support informatique (dont plans sur Auto-CAD) + 3 exemplaires « papier ».

- Délais d'exécution et de réception des prestations

Les délais maxima pour réaliser les prestations et les modalités de réception des prestations de cet élément de mission

figurent à l'article 15 du présent document.

9 Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour l'ensemble des lots

La DPGF est un élément qui permettra à la Maîtrise d'œuvre et au Maître d'ouvrage d'analyser les éléments composant le prix et donc de comparer les offres.

La DPGF comporte toutes indications permettant d'apprécier les propositions de prix, dont les quantités de chaque matériel composant une offre, une colonne « *Prix Unitaire* », et une colonne « *Total* ».

La Maîtrise d'œuvre pourra solliciter des entreprises une vérification des quantitatifs, mais ne sera en aucun cas admise à se décharger de sa responsabilité au titre de cette mission.

10 Assistance pour la passation des Contrats de Travaux

L'assistance apportée au Maître d'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- Préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat, ainsi que des pièces élaborées par la Maîtrise d'œuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le Maître d'ouvrage pour cette consultation. Le dossier est différent selon que la dévolution est prévue par marchés séparés ou à des entreprises groupées ou à l'entreprise générale ;
- Organiser et piloter les éventuelles visites de sites des candidats ;
- Préparer, s'il y a lieu, la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues ;
- Analyser les offres des entreprises et, s'il y a lieu, les variantes à ces offres : procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation, analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, vérifier qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de sélection et de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation. La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux.
- En cas de proposition de variante, le Maître d'œuvre demandera tous les documents nécessaires à la vérification de la faisabilité de la proposition alternative, et validera les solutions techniques proposées.
- Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le Maître d'ouvrage ;
- Assister le Maître d'ouvrage pour tous les courriers de clôture de la procédure (réponses à des demandes de renseignements, de documents, etc.) ;
- Assister le Maître d'ouvrage d'un point de vue technique en cas de recours.

| Prestations confiées et liste des documents à remettre à minima au Maître d'ouvrage | |
|---|--|
| Liste non exhaustive | |
| <u>Elaboration du Dossier de Consultation des Entreprises</u> | |
| <p>Le DCE est élaboré en fonction des options prises par le Maître d'ouvrage pour le mode de dévolution des marchés de travaux (entreprise générale, lots séparés, entreprises groupées). Il tient compte du niveau de conception choisi par le Maître d'ouvrage pour lancer la consultation (APD, Projet ou EXE).</p> <p>Le Maître d'œuvre propose au Maître d'ouvrage des adaptations du CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières), de l'Acte d'Engagement et du Règlement de la consultation, fournis par le Maître d'ouvrage, qui lui semblent nécessaires pour tenir compte des particularités de l'opération.</p> <p>Le Maître d'œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises, qu'il a élaborées ou qui ont été fournies par le Maître d'ouvrage, les collecte et les regroupe dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières. Le CCTP comprend ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les plans, les pièces écrites et la Décomposition de Prix Global et Forfaitaire établis par le Maître d'œuvre ; ▪ Les éventuels autres documents produits soit par le Maître d'ouvrage soit par les autres intervenants (notamment PGC, rapport initial du Contrôleur Technique, études de sondages des sols, diagnostics divers, prescriptions des concessionnaires, etc.). | |
| <u>Consultation des entreprises</u> | |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Proposition au Maître d'ouvrage des critères de sélection et de qualification à insérer dans l'avis de publicité ; ▪ Etablissement d'un rapport d'analyse des candidatures et proposition de sélection au Maître d'ouvrage ; ▪ Le cas échéant, réponses aux questions posées par les entreprises suivant les modalités définies avec le MOA ; ▪ Etablissement d'un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres et, s'il y a lieu, de leurs variantes ; ▪ Proposition d'une liste d'entreprises susceptibles d'être retenues (mieux disantes technique et financière) ; ▪ Participation aux réunions de sélection et le cas échéant de négociation | |
| <u>Mise au point des marchés de travaux</u> | |
| Prestations confiées et liste des documents à remettre à minima au Maître d'ouvrage | |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le Maître d'œuvre met au point les pièces constitutives du marché en vue de sa signature par le Maître d'ouvrage et l'entrepreneur. | |
| | |

11 Visa des études d'exécution

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution faite par le ou les entrepreneurs, lorsque les études d'exécution sont partiellement ou intégralement réalisées par les entreprises, ainsi que leur visa par le Maître d'œuvre a pour objet d'assurer au Maître d'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi par le Maître d'œuvre. Le Maître d'œuvre participe aux travaux de la cellule de synthèse.

L'examen de la conformité au projet comporte la détection des anomalies normalement décelables par un homme de l'art.

Par le visa, il s'agit de vérifier :

- La conformité aux hypothèses du marché de travaux :
 - Charges ;
 - Performances et descriptions fonctionnelles des ouvrages ;
 - Méthodes de calcul.
- Le respect des règles de l'Art (Règlements, normes et DTU) ;
- La conformité aux enveloppes (et/ou volumes utiles) définies par le marché de travaux ;
- La conformité aux caractéristiques et spécifications des matériaux, matériels et système du marché de travaux ;
- La conformité des modes de fonctionnement des équipements techniques ;
- Que l'entreprise a bien effectué les calculs nécessaires au dimensionnement et qu'elle en a tenu compte dans l'établissement de ses plans ;
- Que ces calculs ont été effectués selon un processus correct et agréé et que les ordres de grandeur des résultats ne sont pas erronés ;
- La conformité à toutes autres prescriptions et spécifications du marché de travaux, par exemple en matière de phasage de travaux, de maintien en fonctionnement des existants, etc.

Prestations confiées et liste des documents à remettre à minima au Maître d'ouvrage

Liste non exhaustive

- Examen de la conformité des plans et documents d'exécution établis par les entrepreneurs aux documents établis par la Maîtrise d'œuvre ;
- Établissement d'un état récapitulatif d'approbation ou d'observations de tous les documents d'exécution ;
- Examen et approbation des matériels et matériaux et de leur conformité aux prescriptions arrêtées dans les CCTP ;
- Avis techniques et architecturaux relatifs à ces choix et aux éventuelles variantes proposées par les entrepreneurs ;
- Examen des tableaux de gestion des documents d'exécution à établir par le MOE ;
- Examen des tableaux de gestion des choix de matériels et matériaux à établir par le MOE ;

12 Etudes de synthèse et exécution des plans de synthèse de tous les lots

Le Maître d'œuvre animera la cellule de synthèse et procédera aux études de synthèse en fonction des documents d'exécution remis par les entreprises.

Il établira les compte-rendu des réunions de la cellule de synthèse.

La réalisation des études de synthèse de tous les lots a pour objet d'assurer, pendant la phase d'études d'exécution, la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet. Elle se traduit par la réalisation des plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations.

| Prestations confiées et liste des documents à remettre à minima au Maître d'ouvrage |
|--|
| Liste non exhaustive |
| <u>Organisation</u> |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'organisation des moyens et des méthodes ; ▪ La mise en place d'une direction de synthèse techniquement compétente ; ▪ La mise en place de l'équipe ou de la cellule de synthèse animée par la Maîtrise d'œuvre ; ▪ La mise en place d'un système informatique ; ▪ La spécification de la charte graphique et du règlement de la cellule de synthèse. |
| <u>Animation</u> |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ La préparation et la direction des réunions de synthèse ; ▪ La liste prévisionnelle des points à étudier et des plans nécessaires ; ▪ Le planning des réunions ; ▪ La rédaction et la diffusion des comptes rendus. |
| <u>Réalisation</u> |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le regroupement des plans de réservation et d'exécution nécessaires ; ▪ La réalisation des plans de synthèse et coupes et détails nécessaires ; ▪ L'analyse des résultats pour les réseaux, les réservations, les terminaux ; ▪ L'information du Coordonnateur SPS ; ▪ Le recueil des modifications et corrections avec annotation des plans concernés ; ▪ La mise à jour des plans de synthèse et leur diffusion pour correction des plans d'exécution des ouvrages (PEO) ; ▪ Le cas échéant la compilation des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) de synthèse. |

13 Direction de l'Exécution des contrats de Travaux

La Direction de l'Exécution du ou des contrats de Travaux a pour objet de :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un homme de l'art ;
- S'assurer de la validation préalable de la Maîtrise d'ouvrage sur toute question nécessitant un arbitrage (travaux modificatifs, sélection des échantillons, etc.) ;
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- Délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- Réaliser l'ensemble des missions décrites au C.C.A.G-MOE ;
- Organiser, animer et tracer les réunions de suivi de chantier, à minima hebdomadaires. A cet effet, le Maître d'ouvrage est libre de convoquer tout membre du groupement de Maîtrise d'œuvre ;
- Informer systématiquement le Maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs, établir les états d'acomptes suivant le modèle fourni par le Maître d'ouvrage, vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et établir le décompte général ;
- Donner un avis au Maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le Maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation de ou des entreprises ;

- Prendre en compte les observations du Maître d'ouvrage, de l'AMO et des prestataires intellectuels (CT, CSPS, OPC, etc.) durant les phases précédentes. A cet effet, le groupement de Maîtrise d'œuvre tiendra à jour un document de suivi mentionnant la date de formulation de l'observation, son intitulé et sa date de traitement.

| Prestations confiées et liste des documents à remettre à minima au Maître d'ouvrage |
|---|
| Liste non exhaustive |
| <u>Direction des travaux</u> |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation et direction des réunions de chantier ; ▪ Etablissement et diffusion des compte-rendu de réunions de chantier et de toute autre réunion spécifique ; ▪ Suivi de la réalisation de l'ouvrage dans le respect des obligations réglementaires et formalisation de tous les documents nécessaires au suivi ; ▪ Etablissement des ordres de service ; ▪ Rédaction des constats contradictoires de résiliation de contrat ; ▪ Etat d'avancement général des travaux à partir du planning général ; ▪ Information du Maître d'ouvrage : avancement, dépenses et évolutions notables ; ▪ Fournir lors des OPR au Maître d'ouvrage un audit de conformité des travaux réalisés vis-à-vis des CCTP. |
| <u>Contrôle de la conformité de la réalisation</u> |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Examen des documents complémentaires à produire par les entreprises, en application de leurs contrats ; ▪ Conformité des ouvrages aux prescriptions des contrats ; ▪ Etablissement de compte-rendu d'observation ; ▪ Synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le Maître d'ouvrage. |
| <u>Gestion financière</u> |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Examen des devis de travaux complémentaires par la fourniture d'un rapport d'analyse reprenant les prévisions du CCTP, l'origine de la demande, la justification des prix, avis et réalisation de Fiches de Travaux Modificatif pour tout ajustement de prestations et en indiquer l'initiateur et l'impact financier ; ▪ Après validation de cette FTM par le Maître d'ouvrage, réalisation des avenants ; ▪ Vérification des décomptes mensuels et finaux ; ▪ Etablissement des états d'acompte sur la base d'un document fourni par le Maître d'ouvrage ; ▪ Etablissement du décompte général. |
| <u>En cas de présentation d'un mémoire en réclamation</u> |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Examen des mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique) présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final ; ▪ Communication au Maître d'ouvrage d'un rapport d'analyse circonstancié, argumenté, et accompagné des pièces justificatives ; ▪ En annexe, l'ensemble des pièces susceptibles d'appuyer et de justifier la position du Maître d'ouvrage. |

La présente mission comprend les prestations nécessaires au remplacement de toute entreprise défaillante (constat contradictoire, consultation des entreprises, choix d'une autre entreprise, etc.).

14 Assistance aux Opération de Réception

L'assistance apportée au Maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée, y compris en cas de prolongation de la garantie (expresse suivant C.C.A.G-MOE ou automatique conformément à la jurisprudence) ;

- De procéder à l'examen des désordres signalés par le Maître d'ouvrage ;
- En cas de défaillance des entreprises dans la levée de leurs réserves ou dans le suivi de leur garantie, suivre les mesures coercitives décidées par la Maîtrise d'ouvrage, dont la réalisation des travaux par une entreprise tierce ;
- De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mise en œuvre ;
- D'assister le Maître d'ouvrage dans le traitement des mémoires en réclamation.

| Prestations confiées et liste des documents à remettre à minima au Maître d'ouvrage |
|---|
| Liste non exhaustive |
| <u>Au cours des opérations préalables à la réception</u> |
| <p>Au cours des OPR, le Maître d'œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Valide par sondage les performances des installations, valide les PV d'essais, etc. ; ▪ Organise les réunions de contrôle de conformité ; ▪ Propose au Maître d'ouvrage la réception ; ▪ Etablit par corps d'état ou par lot la liste des réserves ; ▪ Fournit au Maître d'ouvrage un audit de conformité des travaux réalisés vis-à-vis des CCTP ; |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Fournit au Maître d'ouvrage une attestation de prise en compte de la RT2012 ; ▪ En cas de mémoire en réclamation : instruit des mémoires avis rédigé et circonstancié sur chaque argument développé par l'entreprise demandeuse. |
| <u>Etat des réserves et suivi</u> |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le Maître d'œuvre s'assure de la levée des réserves par les entreprises dans les délais définis. |
| <u>Dossier des ouvrages exécutés (DOE)</u> |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le Maître d'œuvre constitue le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir du dossier de conception générale du Maître d'œuvre, des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur ainsi que des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre. |
| <u>Année de Garantie de Parfait Achèvement</u> |
| <p>Au cours de l'année de parfait achèvement, le Maître d'œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le Maître d'œuvre examine les désordres apparus après la réception et signalés par le Maître d'ouvrage. Le Maître d'œuvre met en œuvre les mesures nécessaires pour les corriger, y compris en cas de prolongation de la garantie (expresse suivant C.C.A.G-MOE ou d'origine jurisprudentielle) ▪ Fournit au Maître d'ouvrage une fiche de constatation de désordre ; ▪ Etablit un relevé trimestriel de suivi de garantie et de la levée des réserves ; ▪ Rédige les PV de fin de garantie et les PV de la levée des réserves. <p>Ce suivi comporte notamment la relance des entreprises puis le constat sur site de la levée des réserves ou des désordres constatés en cours de garantie.</p> |

15 Délais de réalisation des prestations et procédures de recette

Les durées sont définies en jours ouvrés, c'est-à-dire de neuf heures à dix-huit heures tous les jours sauf les samedis, dimanches et jours fériés.

La recette a pour objet de valider le contenu, la forme et la qualité des produits livrés, et ainsi de constater que les prestations réalisées sont conformes aux obligations du titulaire. Sous réserve des dispositions du présent article, les

opérations de vérification et d'admission s'effectuent, pour chaque livrable remis par le titulaire, conformément aux dispositions des articles 26 et 27 du C.C.A.G-MOE

Par dérogation à l'article 26.5 du C.C.A.G-MOE, les opérations de recette ont lieu en l'absence du titulaire, sauf demande expresse du Maître d'ouvrage.

Les indications ci-dessous sont valables pour l'ensemble des livrables des différentes étapes.

Le titulaire remet les livrables au Maître d'ouvrage dans les délais prévus dans la colonne « Délai maximum de remise des livrables » du tableau ci-dessous.

Par dérogation au C.C.A.G-MOE, le Maître d'ouvrage dispose du nombre de jours fixés dans la colonne « Délai maximum de recette » du tableau ci-après, pour transmettre au titulaire des observations et/ou des demandes de correction. L'absence de réponse du Maître d'ouvrage dans le délai indiqué ne vaut pas validation tacite. Si le maître d'ouvrage ne peut respecter le délai indiqué, il informe le titulaire de la date à laquelle il procèdera à la validation, et s'engage sur un nouveau délai qu'il détermine avec le titulaire.

A compter de la réception des observations du ministère et par dérogation au C.C.A.G-MOE, le titulaire dispose du nombre de jours prévus dans la colonne « Délai maximum de correction éventuelle du titulaire » du tableau, pour intégrer les observations et/ou les demandes de correction dans les produits finis et les transmettre de nouveau au Maître d'ouvrage.

Le Maître d'ouvrage établit un procès-verbal de recette définitive lorsque l'ensemble des prestations d'un élément de mission est approuvé.

Ces indications sont valables pour l'ensemble des livrables des différentes étapes.

Tout dépassement de délai sera passible des pénalités de retard prévues au C.C.A.P.

En cas de non validation des prestations, le Maître d'ouvrage transmet au titulaire les raisons qui ne lui permettent pas de les valider. Le titulaire prépare, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception des observations du maître d'ouvrage, les solutions susceptibles de mener à la bonne réalisation des prestations demandées. Il peut, notamment, proposer le remplacement de ses collaborateurs désignés pour la mise en œuvre des prestations, objet du présent marché.

Si suite à un rejet des prestations, le titulaire refuse d'exécuter à nouveau la prestation ou ne se conforme pas aux indications formulées par le Maître d'ouvrage, le marché peut être résilié, sans mise en demeure, dans les conditions définies à l'article C.C.A.P.

Après analyse de ces propositions, le Maître d'ouvrage peut demander au titulaire de réaliser les prestations non exécutées ou mal exécutées ou, en cas de non-exécution, de résilier le marché.

Les délais d'établissement des documents figurent dans le tableau ci-après :

| ELEMENTS DE MISSION | LIVRABLES | DELAJ MAXIMUM DE REMISE DES LIVRABLES | DELAJ MAXIMUM DE RECETTE DU Maître d'ouvrage | DELAJ DE CORRECTION EVENTUELLE SUITE AUX REMARQUES DU Maître d'ouvrage |
|---------------------|---|--|--|--|
| DIAG. | Diagnostic. | 20 jours ouvrés à compter de la remise de l'ordre de service de démarrage. | 10 jours ouvrés. | 10 jours ouvrés. |
| A.P. | Etudes d'avant-projet. | 30 jours ouvrés à compter du démarrage de la mission AP. | 10 jours ouvrés. | 15 jours ouvrés. |
| A.A. | Dossiers nécessaires aux demandes d'autorisations administratives. | 10 jours ouvrés à compter de la recette de la prestation d'AP. | 5 jours ouvrés. | 5 jours ouvrés. |
| PRO. | Dossier PRO. | 20 jours ouvrés à compter du démarrage de la mission PRO. | 10 jours ouvrés. | 10 jours ouvrés. |
| D.C.E. | C.C.T.P. et son annexe. | 20 jours ouvrés à compter du démarrage de l'étape D.C.E. | 10 jours ouvrés. | 10 jours ouvrés. |
| | D.P.G.F. | 20 jours ouvrés à compter du démarrage de l'étape D.C.E. | 10 jours ouvrés. | 10 jours ouvrés. |
| | Liste des adaptations à apporter aux autres documents de la consultation. | 10 jours ouvrés à compter de l'envoi par le MOA des cahiers ou formulaires correspondants. | 5 jours ouvrés. | 5 jours ouvrés. |
| | Critères de jugement des candidatures et des offres. | 10 jours ouvrés à compter de l'envoi par le MOA des cahiers ou formulaires correspondants. | 5 jours ouvrés. | 5 jours ouvrés. |
| A.M.T. | Réponses aux questions des candidats. | 2 jours ouvrés à compter de la réception de la question par le titulaire. | 1 jour ouvré. | 1 jour ouvré. |
| | Rapport d'analyse des candidatures. | 2 semaines jours ouvrés à compter de la réception des candidatures. | 5 jours ouvrés. | 5 jours ouvrés. |
| | Rapport d'analyse des offres avant négociation, des demandes de clarification éventuelles et des points de négociation. | 2 semaines jours ouvrés à compter de la réception des offres initiales. | 10 jours ouvrés. | 5 jours ouvrés. |

| | | | | |
|--------|---|--|--|--|
| | Rapport d'analyse des offres après négociation et les mises au point éventuelles. | 10 jours ouvrés à compter de la réception des offres remises après négociation. | 10 jours ouvrés. | 5 jours ouvrés. |
| | <u>En cas de consultation infructueuse :</u> <ul style="list-style-type: none"> - le résultat des nouvelles des études : - le nouveau DCE : | 5 jours ouvrés suivant la demande du MOA. 10 jours ouvrés à compter de l'acceptation par le MOA du résultat des études du maître d'œuvre. | 5 jours ouvrés. 5 jours ouvrés. | 5 jours ouvrés. 5 jours ouvrés. |
| VISA | Rapport des pièces examinées et arbitrages techniques effectués. | 5 jours ouvrés à compter de la réception des documents des entreprises. | 5 jours ouvrés. | 5 jours ouvrés. |
| D.E.T. | Ordres de service prescrivant le démarrage de la période de préparation et des travaux. | 5 jours ouvrés à compter de la demande du MOA. | 2 jours ouvrés. | 1 jour ouvré. |
| | Constats contradictoires. | 5 jours ouvrés suivant l'établissement du constat. | 2 jours ouvrés. | 1 jour ouvré. |
| | Comptes rendus des réunions de chantier. | 3 jours ouvrés suivant la tenue de la réunion de chantier. | 2 jours ouvrés. | 1 jour ouvré. |
| | En cas de travaux supplémentaires, l'argumentaire justifiant ces travaux et le rapport d'analyse des propositions de prix, établies par les entreprises. | 5 jours ouvrés suivant la réception des propositions de prix des entreprises. | 2 jours ouvrés. | 1 jour ouvré. |
| | Le cas échéant, projets d'avenant aux marchés de travaux et justificatifs complémentaires. | 15 jours ouvrés suivant la demande du MOA. | 2 jours ouvrés. | 1 jour ouvré. |
| | Tableau mensuel de suivi financier de l'opération. | Le 5 de chaque mois pour le décompte du mois précédent. | 5 jours ouvrés. | 2 jours ouvrés. |

| | | | | |
|--------|---|---|------------------|-----------------|
| | Etats d'acomptes. | 5 jours ouvrés à compter de la date de réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement du titulaire | 2 jours ouvrés. | 1 jour ouvré. |
| | Projet de décompte général. | 10 jours ouvrés à compter de la réception par le maître d'œuvre du projet de décompte final. | 5 jours ouvrés. | 2 jours ouvrés. |
| | Projet de mémoire en défense contenant tous les éléments circonstanciés et détaillés se rapportant au litige. | 15 jours ouvrés à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation. | 5 jours ouvrés. | 3 jours ouvrés. |
| A.O.R. | Procès-verbaux de réception des travaux. | 5 jours ouvrés à compter de la date de réception des travaux | 5 jours ouvrés. | 5 jours ouvrés. |
| | Dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.). | 20 jours ouvrés à compter de la date de réception des travaux. | 10 jours ouvrés. | 5 jours ouvrés. |

Délais de remise des documents par le maître d'œuvre et de validation par le Maître d'ouvrage :

Par dérogation au C.C.A.G-MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les études lui seront présentées. Le maître d'ouvrage accuse réception de la remise des études.

Les délais de validation indiqués ci-dessus courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant du maître de l'ouvrage du document d'étude considéré.

Les délais de validation du maître d'ouvrage sont précisés à l'article 13 du CCAP.

Le maître d'ouvrage établit un procès-verbal de recette définitive pour chaque élément de mission lorsque toutes les prestations y afférant sont approuvées.

En cas de rejet ou d'ajournement, le représentant du maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

Fait à Gonesse, le 23 juillet 2024

----- Fin du document -----